

Procès-verbal d'une séance ordinaire d'ajournement du conseil municipal de Larouche, tenue le **lundi 17 mai 2021, à 19h**, dans la salle multifonctionnelle de l'Hôtel de ville de Larouche, à laquelle sont présents les conseillers suivants: messieurs Denis Lalonde, Pascal Tremblay, Guy Lavoie, madame Danie Ouellet, formant quorum sous la présidence de monsieur Réjean Bédard, maire. Madame Amélie Pageau, directrice générale adjointe et secrétaire-trésorière adjointe assiste aussi à la réunion. Messieurs Pascal Thivierge et Fernand Harvey, conseillers, sont absents.

## **TENUE DE LA RÉUNION À HUIS CLOS**

### **Résolution 21-05-113**

**CONSIDÉRANT** le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois pour une période initiale de dix jours;

**CONSIDÉRANT** que le décret a été prolongé par la suite et qu'il est toujours en vigueur à ce jour;

**CONSIDÉRANT** l'arrêté ministériel qui permet au conseil de siéger à huis clos et qui autorise les membres à prendre part, délibérer et voter à une séance par tout moyen de communication;

**CONSIDÉRANT** qu'il est dans l'intérêt public et pour protéger la santé de la population, des membres du conseil et des officiers municipaux que la présente séance soit tenue à huis clos;

**EN CONSÉQUENCE**, il est proposé par monsieur Pascal Tremblay, appuyé de madame Danie Ouellet, et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents que le conseil accepte que la présente séance soit tenue à huis clos, soit enregistrée et que l'enregistrement vocal soit diffusé sur le site internet de la municipalité.

## **LECTURE ET APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

### **Résolution 21-05-114**

Sur proposition de monsieur Guy Lavoie, appuyé de monsieur Denis Lalonde, il est résolu à l'unanimité des membres du conseil présents d'accepter l'ordre du jour tel que rédigé.

## **BARRAGE – RÉVISION DE L'ESTIMÉ D'ADRIEL**

### **Résolution 21-05-115**

Il est proposé par monsieur Pascal Tremblay, appuyé de madame Danie Ouellet, et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents de mandater la firme d'ingénierie Adriel afin de réviser l'estimé des coûts de mise à niveau du barrage du lac de l'Aqueduc, jusqu'à un montant de 3 000\$.

## **INSTALLATION DE CAMÉRAS AU CENTRE COMMUNAUTAIRE**

### **Résolution 21-05-116**

Sur proposition de monsieur Pascal Tremblay, appuyé de monsieur Guy Lavoie, il est résolu à l'unanimité des membres du conseil présents de procéder à l'achat de caméras de surveillance à installer au centre communautaire afin de surveiller adéquatement le terrain et les bâtiments, le tout pour un montant maximal de 3 000 \$, incluant l'installation, taxes en sus.

**DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE – CONFECTION IMAGINE**  
**Résolution 21-05-117**

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité a adopté une politique d'intervention en matière de développement économique le 1<sup>er</sup> février 2021 ;

**CONSIDÉRANT QUE** Confection Imagine a déposé une demande d'aide financière le 3 mai 2021 pour l'acquisition d'équipement et le développement de nouveaux services ;

**CONSIDÉRANT QUE** l'aide financière ne peut aller au-delà de 15% des coûts du projet et ne peut excéder 5 000 \$ ;

**CONSIDÉRANT QUE** le premier versement correspondant à 70% de l'aide consentie sera versé à la suite de la signature de l'entente de financement entre les deux parties ;

**CONSIDÉRANT QUE** le deuxième versement correspondant à 30% de l'aide consentie sera versé après l'acceptation du rapport final du projet transmis à la municipalité ;

**CONSIDÉRANT QUE** seules les activités prévues dans la demande jointe à cette entente sont admissibles à l'aide financière ;

**CONSIDÉRANT QUE** Confection Imagine s'engage à rembourser à la municipalité de Larouche les sommes d'argent équivalant aux travaux non réalisés ou au non-respect des conditions ;

**DEVANT CES MOTIFS** il est proposé par monsieur Denis Lalonde, appuyé de madame Danie Ouellet, et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents d'accorder à Confection Imagine une aide financière d'un montant de 968,19\$, pour l'acquisition d'équipement et le développement de nouveaux services. Le montant est réparti de la façon suivante :

<b>Aide financière</b>	<b>1<sup>er</sup> versement</b>	<b>2<sup>e</sup> versement</b>
968,19 \$	677,73 \$	290,46 \$

**DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE – CHALETS BAIE CASCOUIA**  
**Résolution 21-05-118**

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité a adopté une politique d'intervention en matière de développement économique le 1<sup>er</sup> février 2021 ;

**CONSIDÉRANT QUE** Les chalets Baie Cascouia a déposé une demande d'aide financière le 10 mai 2021 pour un agrandissement de chalet ;

**CONSIDÉRANT QUE** l'aide financière ne peut aller au-delà de 15% des coûts du projet et ne pouvant excéder 5 000 \$ ;

**CONSIDÉRANT QUE** le premier versement correspondant à 70% de l'aide consentie sera versé à la suite de la signature de l'entente de financement entre les deux parties ;

**CONSIDÉRANT QUE** le deuxième versement correspondant à 30% de l'aide consentie sera versé après l'acceptation du rapport final du projet transmis à la municipalité ;

**CONSIDÉRANT QUE** seules les activités prévues dans la demande jointe à cette entente sont admissibles à l'aide financière ;

**CONSIDÉRANT QUE** Les chalets Baie Cascouia s'engage à obtenir toutes les autorisations et tous les permis requis dans le cadre de la réalisation de ses travaux ;

**CONSIDÉRANT QUE** Les chalets Baie Cascouia s'engage à rembourser à la municipalité de Larouche les sommes d'argent équivalant aux travaux non réalisés ou au non-respect des conditions ;

**DEVANT CES MOTIFS** il est proposé par monsieur Pascal Tremblay, appuyé de madame Danie Ouellet, et résolu à l'unanimité des membres du conseil d'accorder à Les chalets Baie Cascouia une aide financière d'un montant de 5 000\$, pour l'agrandissement d'un chalet. Le montant est réparti de la façon suivante :

Aide financière	1 <sup>er</sup> versement	2 <sup>e</sup> versement
5 000 \$	3 500 \$	1 500

### **ENGAGEMENT D'UN EMPLOYÉ À L'ENTRETIEN** **Résolution 21-05-119**

**ATTENDU QUE** le conseil municipal a décidé de procéder à l'engagement d'un journalier à l'entretien des plates-bandes ;

**ATTENDU QUE** le poste a été affiché à l'externe pendant 16 jours ;

**ATTENDU QUE** deux candidatures ont été reçues, dont celle de monsieur Sébastien Lessard ;

**ATTENDU QU'**un comité formé de monsieur Martin Gagné et madame Amélie Pageau ont rencontré monsieur Lessard et recommandent son engagement ;

**DEVANT CES MOTIFS**, sur proposition de monsieur Guy Lavoie, appuyé de monsieur Pascal Tremblay, il est résolu à l'unanimité des membres du conseil présents d'embaucher monsieur Sébastien Lessard à titre d'employé temporaire en tant que journalier à l'entretien des plates-bandes, pour une durée de 13 semaines, soit du 25 mai au 20 août 2021 à raison de 20h par semaine, au salaire de 16,58\$, conformément à la convention collective liant la municipalité et le syndicat de ses employés.

### **ACHAT DES TERRAINS DE M. GÉRARD TREMBLAY** **Résolution 21-05-120**

**CONSIDÉRANT QUE** la succession de feu monsieur Gérard Tremblay est toujours propriétaire, par le biais de 140093 Canada inc., de 7 terrains sur les rues Lévesque et Gagné ;

**CONSIDÉRANT QUE** la succession a signifié à la municipalité son désir de se départir de ces terrains et que la municipalité a fait une offre d'achat de 7 000\$ plus le montant des taxes de 2021, soit 1 233,42\$, par l'adoption de la résolution 20-11-247 ;

**DEVANT CES MOTIFS**, il est proposé par monsieur Guy Lavoie, appuyé de madame Danie Ouellet et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents :

- **QUE** la municipalité achète les terrains suivants, propriété de 140093 Canada inc. : 4 688 984, 4 976 090, 4 999 291, 5 332 568, 5 332 566, 5 332 005 du cadastre du Québec, au montant de 7 000\$ ;
- **QUE** la municipalité se charge de défrayer les taxes 2021, d'un montant de 1 233,42\$ ;
- **QUE** les frais afférents soient au nom de la municipalité ;

- **QUE** messieurs Réjean Bédard et Martin Gagné, respectivement maire et directeur général, soient autorisés à signer tout document se rapportant à la présente, pour et au nom de la municipalité de Larouche.

## **NOMINATION DE DEUX REPRÉSENTANTS AUPRÈS DU SARP**

### **Résolution 21-05-121**

Il est proposé par monsieur Guy Lavoie, appuyé de monsieur Denis Lalonde et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents de nommer monsieur Pascal Tremblay, conseiller et madame Amélie Pageau, directrice générale adjointe à siéger sur le comité de mobilisation citoyenne pour le programme d'accompagnement du Service d'aide-conseil à la rénovation (SARP) afin de revitaliser les secteurs suivants de la municipalité :

- Les deux entrées du village ;
- L'espace de co-voiturage ;
- Le stationnement du terrain des loisirs ;
- Le terrain du centre communautaire et de la caserne des pompiers.

## **PASSAGE SOUS LA VOIE FERRÉE**

### **CONTRAT SUPPLEMENTAIRE À TETRA-TECH**

#### **Résolution 21-05-122**

**CONSIDÉRANT QUE** l'entreprise Tetra Tech QI Inc. a le mandat de réaliser le plan d'intervention dans le cadre du programme de la Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil a octroyé le mandat à Tetra Tech QI Inc. le 1<sup>er</sup> février 2021 par le biais de la résolution 21-02-030, au montant de 15 895 \$, tel qu'il apparaît sur leur offre de service 44295TT ;

**CONSIDÉRANT QUE** l'entreprise Tetra Tech QI Inc. a eu besoin d'heures additionnelles afin de compléter le dossier avec les ressources impliquées ;

**DEVANT CES MOTIFS**, il est proposé par monsieur Pascal Tremblay, appuyé de monsieur Denis Lalonde et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents d'octroyer un contrat supplémentaire à Tetra Tech QI Inc. d'un montant de 4 000 \$, afin de :

- Effectuer des relevés pour une servitude de passage sur le terrain de madame Nathalie Simard ;
- Coordonner les travaux avec le CN ;
- Effectuer des plans et devis supplémentaires afin de considérer les demandes du CN.

## **RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE TRAVAIL DE ROBIN LABRECQUE**

### **Résolution 21-05-123**

**CONSIDÉRANT QUE** l'entente de travail de monsieur Robin Labrecque, contremaître des travaux publics, vient à échéance le 30 juin 2021 ;

**CONSIDÉRANT QU'**une nouvelle entente de travail devra être négociée entre monsieur Labrecque et la municipalité de Larouche ;

**DEVANT CES MOTIFS**, il est proposé par madame Danie Ouellet, appuyée de monsieur Denis Lalonde et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents de nommer un comité, composé

de monsieur Réjean Bédard, maire, Martin Gagné, directeur général et madame Amélie Pageau, directrice générale adjointe, afin de négocier le renouvellement de l'entente de travail de monsieur Robin Labrecque.

## **AUTORISATION DE SIGNATURE DES CHÈQUES PAR AMÉLIE PAGEAU**

### **Résolution 21-05-124**

Il est proposé par monsieur Pascal Tremblay, appuyé de madame Danie Ouellet et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents d'autoriser madame Amélie Pageau, directrice générale adjointe et secrétaire-trésorière adjointe, à signer tous chèques et autres effets bancaires pour le compte de la municipalité de Larouche.

## **ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 2021-403**

### **CONCERNANT LES ANIMAUX SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE LAROUCHE ET ABROGEANT LE RÈGLEMENT 2021-401**

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
MRC DU FJORD- DU-SAGUENAY  
**MUNICIPALITÉ DE LAROUCHE**

Règlement numéro 2021-403 passé et adopté à la séance ordinaire du conseil municipal de Larouche tenue dans la salle des délibérations, le 17 mai 2021.

#### **PRÉAMBULE**

ATTENDU que la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1) confère aux municipalités le pouvoir de réglementer les animaux;

ATTENDU que la Loi sur le bien être et la sécurité de l'animal (R.L.R.Q. c. B-3.1) confère aux municipalités locales le pouvoir d'appliquer sur son territoire certaines dispositions de cette loi;

ATTENDU que toute municipalité locale est chargée de l'application sur son territoire du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q. c. P-38.002, r. 1);

ATTENDU qu'il y a lieu d'édicter un nouveau règlement concernant les animaux afin d'uniformiser la réglementation sur le territoire de Larouche;

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté le 15 mars 2021 le règlement 2021-401, concernant les animaux sur le territoire de la municipalité et que, le 23 mars, monsieur le maire y a apposé son droit de véto ;

ATTENDU QUE le directeur général et secrétaire-trésorier de la municipalité a présenté, lors d'une réunion tenue le 12 avril 2021, le droit de véto du maire et que le règlement a été rejeté par la majorité ;

ATTENDU qu'un avis de présentation du présent règlement a été régulièrement donné à la séance ordinaire d'ajournement du 12 avril 2021;

À CES CAUSES, il est proposé par monsieur Pascal Tremblay, appuyé de madame Danie Ouellet, et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents que le règlement 2021-401 soit abrogé et que le règlement 2021-403 soit adopté.

#### **«TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES»**

ARTICLE 1.- Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante comme s'il était ici au long récité.

ARTICLE 2.- Le présent règlement s'applique à toute personne demeurant ou circulant dans les limites de la Municipalité de Larouche qui est gardien d'un animal.

### ARTICLE 3.- DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«aire de jeux»: La partie d'un terrain, accessible au public, occupée par des équipements destinés à l'amusement des enfants, tels que balançoire, glissoire, trapèze, carré de sable, piscine ou pataugeoire.

«animal errant»: Un animal qui n'est pas sous le contrôle immédiat de son gardien et à l'extérieur de la propriété de celui-ci.

«autorité compétente»: Organisme dont les services sont retenus par résolution de la Municipalité de Larouche pour percevoir le coût des licences d'animaux, imposer certains tarifs prévus au règlement pour leur service et appliquer le présent règlement.

L'autorité compétente est également assimilée à la fonction d'inspecteur en vertu du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q. c. P-38.002, r. 1).

«avis spécial»: Un avis donné par lettre recommandée ou signifié par écrit à la dernière adresse connue de la personne ou de personne à personne ou à une personne raisonnable faisant partie de la famille immédiate de la personne concernée ou à une personne raisonnable demeurant au domicile de la personne à qui l'avis est destiné.

«chien de garde»: Chien utilisé pour le gardiennage et qui attaque, à vue ou sur ordre, une personne ou un autre animal.

«chien de protection»: Chien dressé qui attaque lorsque son gardien ou son territoire est menacé ou agressé.

«couvoir certifié»: Établissement commercial d'élevage de poules pondeuses ayant reçu les certifications requises par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

«directeur»: Le directeur du Service de la sécurité publique ou son représentant.

«enclos extérieur pour poules»: Enceinte fermée par un grillage dans laquelle plusieurs poules peuvent être mises en liberté et conçue de façon à ce qu'aucune poule ne puisse en sortir.

«fourrière»: Un organisme ou une personne liée par contrat avec la Municipalité de Larouche qui tient un endroit servant à la garde et à la disposition des animaux, notamment aux fins de l'application du présent règlement.

«gardien»: Une personne qui est propriétaire, qui a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal domestique ou des poules ainsi que le père, la mère, le tuteur ou le répondant chez qui réside une personne mineure qui est propriétaire, qui a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal domestique ou des poules.

«ligne de terrain»: Ligne de division entre un ou des terrains voisins ou une ligne de rue. Cette ligne peut être brisée.

«parc canin»: Parc récréatif pour chiens aménagé par la Municipalité de Larouche.

«place publique»: Une rue, ruelle, trottoir, escalier, place, square, parc (à l'exception d'un parc canin), terrain de jeux, belvédère, promenade, voie cyclable ou piétonne ou un terrain appartenant à la Municipalité, administré par elle ou un de ses mandataires et destiné à l'usage du public en général.

«poulailler»: Bâtiment fermé où l'on élève des poules.

«poule»: Oiseau de basse-cour de la famille des gallinacés, femelle adulte du coq aux ailes courtes

et à petite crête.

«Règlement sur les animaux en captivité»: Réfère au règlement adopté en vertu de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q. ch. 61.1, r. 5).

## TITRE II – DISPOSITIONS RELATIVES À LA GARDE DES ANIMAUX

### ARTICLE 4.- ANIMAUX AUTORISÉS

Il est permis de garder dans les limites de la Municipalité de Larouche les animaux suivants:

1. Les chiens, chats, poissons, petits rongeurs de compagnie (souris et rats sélectionnés par l'homme), lapins ou cochons miniatures ainsi que le furet (*Mustella putorius furo*);
2. Les espèces et le nombre d'amphibiens et de reptiles indigènes admis à la garde par le Règlement sur les animaux en captivité (C-61.1 R 5.1);
3. Les animaux exotiques suivants:
  - a) Tous les reptiles sauf les crocodiliens, les lézards venimeux, les serpents venimeux et boas, les pythons, les anacondas ainsi que les serpents pouvant atteindre trois mètres de longueur à l'âge adulte, les tortues marines ainsi que les tortues vertes à oreilles rouges;
  - b) Tous les amphibiens;
  - c) Tous les oiseaux suivants: les capitonidés, les colombidés, les embérizidés, les estrilidés, les fringillidés, les irénidés, le mainate religieux, les musophagidés, les plocéidés, les psittacidés, les pycnonotidés, les remphastidés, les timaliidés, les turdidés, les zostéropidés;
  - d) Tous les mammifères suivants: les chinchillas, les cochons d'inde, les degus, les gerbilles, les gerboises, les hamsters;
4. Les poules âgées de plus de quatre (4) mois qui ont été achetées dans un couvoir certifié, mais aucun coq.

### ARTICLE 5.- NOMBRE D'ANIMAUX

Il est interdit de garder dans une unité d'occupation et ses dépendances plus de quatre (4) animaux, à l'exclusion des poules. Pour les chiens, un maximum de deux (2) est permis, même chose pour les chats.

Les preuves d'achats doivent être conservées pour toute la durée de vie de l'animal.

La limite prévue au premier alinéa ne s'applique pas:

- si un animal met bas, les petits peuvent être gardés pendant une période n'excédant pas quatre mois de la naissance;
- aux vertébrés aquatiques – poissons;
- à un établissement vétérinaire ou un chenil ayant les permis d'opération requis;
- aux chiens de traineau dans les zones permises par le règlement de zonage;
- aux animaux de ferme, dans les zones là où il est permis d'en avoir la garde ou en faire l'élevage.

5.1 Nonobstant l'article précédent, l'autorité compétente pourra accorder un permis spécial, valide pour trois (3) ans, au coût de 115\$ pour garder plus de quatre (4) animaux, à l'exclusion des poules, à la condition du respect des règles et conditions suivantes :

- Le gardien doit présenter une demande de permis et fournir les informations suivantes:
  - Nom, adresse et numéro de téléphone du gardien;
  - Nombre d'animaux visé par la demande de permis spécial et leur espèce.

#### 5.1.1 Nombre de poules en milieu urbain

Nonobstant ce qui précède, il est interdit de garder dans une unité d'occupation et ses dépendances

- plus de quatre (4) poules. Pour le bien-être de celle-ci, il est interdit de garder une (1) seule poule.
- 5.2 Le gardien/demandeur devra fournir une preuve de stérilisation qui atteste que tous les animaux visés par la demande sont stériles.
- 5.3 Le gardien ne doit pas avoir été déclaré coupable d'une infraction au présent règlement au cours des douze (12) derniers mois sans avoir rectifié la situation.
- 5.4 En aucun cas, ce permis spécial ne peut être utilisé pour des fins commerciales ou de reproduction.
- 5.5 L'autorité compétente pourra aller visiter les lieux où sont gardés les animaux afin de s'assurer que les prescriptions du présent règlement sont respectées.
- 5.6.1 En tout temps, l'autorité compétente peut révoquer ce permis:
- Si le gardien est déclaré coupable d'une infraction au présent règlement et n'a pas rectifié la situation dans les trente (30) jours suivant le jugement;
  - Si le gardien ne respecte plus l'une ou l'autre des obligations du présent règlement, l'autorité compétente peut lui demander de régler la situation problématique et d'apporter tous les correctifs appropriés dans les cinq (5) jours de la réception d'un avis écrit en ce sens ou de se départir de tout animal excédentaire.
- 5.7 Le permis spécial pourra être refusé si l'autorité compétente est d'avis que le gardien des animaux ne dispose pas des ressources nécessaires afin de garantir le respect des articles 7, 8 et 9 du présent règlement.
- 5.8 La délivrance de ce permis ne relève d'aucune façon le gardien de toutes les autres obligations énoncées au présent règlement, notamment en ce qui concerne l'obtention de la médaille ou de tout autre règlement de la municipalité.
- 5.9 Le présent règlement abroge le règlement 2018-381

ARTICLE 6.- ABROGÉ.

ARTICLE 6.1.- VENTE INTERDITE

Nul ne peut vendre les œufs, la viande, le fumier ou d'autres produits dérivés de la garde d'animaux faite conformément au présent règlement. Aucune enseigne annonçant ou faisant référence à une telle vente n'est autorisée.

ARTICLE 7.- ABROGÉ.

ARTICLE 8.- ABROGÉ.

ARTICLE 8.1.- ODEUR

Aucune odeur liée à la garde d'animaux ne doit être perceptible à l'extérieur des limites du terrain où elle s'exerce.

ARTICLE 9.- ABROGÉ.

ARTICLE 10.- LONGE

La longe d'un animal gardé à l'extérieur doit avoir une longueur minimale de trois (3) mètres.

ARTICLE 11.- TRANSPORT D'ANIMAUX

Toute personne qui transporte un animal dans un véhicule ouvert doit l'attacher pour éviter qu'il ne quitte le véhicule.



#### **ARTICLE 12.- ANIMAL BLESSÉ OU MALADE**

L'autorité compétente pourra euthanasier tout animal gravement blessé ou gravement malade si son propriétaire est introuvable ou non joignable dans un délai raisonnable eu égard à l'état de l'animal.

#### **ARTICLE 13.- ABANDON D'ANIMAL**

Un gardien ne peut abandonner un ou des animaux dans le but de s'en défaire. Il doit remettre le ou les animaux à l'autorité compétente qui en dispose par adoption ou euthanasie. Dans ce dernier cas, les frais prévus à l'article 72 c) du présent règlement sont à la charge du gardien.

Suite à une plainte à l'effet qu'un ou plusieurs animaux sont abandonnés par leur gardien, l'autorité compétente procède à une recherche et, s'il y a lieu, dispose des animaux par adoption ou en les soumettant à l'euthanasie.

Si le gardien est retracé, il est responsable des frais encourus et est sujet à des poursuites et/ou amendes selon le présent règlement.

#### **ARTICLE 14.- ANIMAL MORT**

Le gardien d'un animal mort, à l'exception d'une poule, doit, dans les vingt-quatre (24) heures de son décès, le remettre à l'autorité compétente en acquittant les frais prévus à l'article 72 d) ou en disposer selon les normes du ministère de l'Environnement du Québec.

Le gardien d'une poule morte doit, dans les vingt-quatre (24) heures de son décès, en disposer selon les normes du ministère de l'Environnement du Québec en se référant à un spécialiste.

#### **ARTICLE 14.1.- MISE À MORT**

La mise à mort des animaux dont la garde est faite conformément au présent règlement doit se faire par un abattoir certifié ou par un médecin vétérinaire.

### **TITRE III – MALADIE CONTAGIEUSE**

#### **ARTICLE 15.- INTERDICTION**

Il est défendu au gardien d'un animal de circuler avec cet animal, tenu en laisse ou non, dans les rues et places publiques de la Municipalité ainsi que sur les terrains privés qui ne sont pas sa propriété, lorsqu'il y a des raisons sérieuses de croire que cet animal est atteint d'une maladie contagieuse susceptible d'être un danger pour la sécurité du public ou pour d'autres animaux.

#### **ARTICLE 15.1.- DÉCLARATION**

Le gardien d'un animal est tenu de déclarer à un médecin vétérinaire lorsqu'il y a des raisons sérieuses de croire que cet animal est atteint d'une maladie contagieuse.

Le gardien de poules doit quant à lui signaler sans délais au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation lorsque son animal présente des signes de maladie grave ou contagieuse.

#### **ARTICLE 16.- MISE EN QUARANTAINE**

Tout policier municipal, sur certificat d'un médecin vétérinaire à l'effet qu'un animal est atteint d'une maladie contagieuse, peut faire isoler cet animal jusqu'à guérison, si elle est possible ou, si elle est impossible le faire euthanasier par la fourrière, après avis spécial de 24 heures au gardien de tel animal s'il est connu. Les frais relatifs à l'euthanasie sont à la charge du gardien.

#### **ARTICLE 17.- CONTAMINATION**

Lorsqu'il y a des raisons de craindre la contamination du public ou de certains animaux par des maladies contagieuses, tout policier municipal peut enjoindre, par avis spécial de 24 heures à cet effet, au gardien d'un animal de donner ou de faire donner à son animal les traitements nécessaires en vue de prévenir tel danger.

#### **TITRE IV – NUISANCES**

##### **ARTICLE 18.- ANIMAL ERRANT**

Le gardien d'un animal est tenu d'exercer sur cet animal une surveillance adéquate de façon à ce que ce dernier ne puisse errer dans les rues ou endroits publics ainsi que sur les terrains privés sans le consentement du propriétaire ou occupant d'un tel terrain.

##### **ARTICLE 19.- MORSURE**

Le gardien d'un animal est tenu d'exercer sur cet animal une surveillance adéquate de façon à ce qu'il n'attaque ou ne morde aucun individu ou autre animal qui se comporte pacifiquement.

##### **ARTICLE 20.- MAÎTRISE D'UN ANIMAL – LAISSE OBLIGATOIRE**

Le fait pour un gardien de se trouver dans une place publique avec un animal sans être capable de le maîtriser en tout temps constitue une infraction au présent règlement.

Tout animal circulant ou se trouvant dans un endroit public doit être tenu en laisse ou confiné dans un espace clos.

En outre, un chien de 20 kg et plus doit porter en tout temps, attaché à sa laisse, un licou ou un harnais.

##### **ARTICLE 21.- TROUBLE ET BRUIT**

Le gardien d'un animal doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher que son animal ne trouble le repos, la paix ou la tranquillité de quiconque dans les limites de la Municipalité.

##### **ARTICLE 22.- PLAINTE**

Tout policier municipal, lorsqu'une plainte est faite à lui à l'effet qu'un animal trouble encore le repos, la paix ou la tranquillité de qui que ce soit dans les limites de la Municipalité après que son gardien ait été condamné en vertu de l'article 21 du présent règlement, peut enjoindre, par avis spécial de 24 heures à cet effet, le gardien de tel animal de le faire enfermer ou de le faire transporter et le garder à un endroit spécifique de façon à ce qu'il ne soit nuisible pour personne.

##### **ARTICLE 23.- DOMMAGES CAUSÉS PAR UN ANIMAL**

Le gardien d'un animal doit exercer une surveillance adéquate sur cet animal de façon à ce qu'il ne cause aucun dommage aux terrasses, pelouses, jardins, fleurs ou lits de fleurs, arbustes ou plantes qui ne sont pas la propriété de son maître.

##### **ARTICLE 24.- EXCRÉMENTS**

Le gardien d'un animal doit enlever, par tous les moyens appropriés, les excréments de son animal et ce, tant sur la propriété publique que sur la propriété privée et en disposer de façon adéquate. À cette fin, le gardien doit avoir en sa possession le matériel nécessaire.

Cette disposition ne s'applique pas au gardien non-voyant d'un chien guide.

##### **ARTICLE 25.- COMBAT D'ANIMAUX**

Il est défendu à toute personne d'organiser, de participer, d'encourager ou d'assister au déroulement d'un combat d'animaux.

ARTICLE 26.- ABROGÉ.

ARTICLE 27.- PIÈGEAGE ET EMPOISONNEMENT

Il est défendu d'utiliser ou de permettre que soit utilisé du poison ou un piège pour la capture d'animaux à l'exception de la cage trappe.

ARTICLE 28.- PIGEONS, ÉCUREUILS ET AUTRES ANIMAUX EN LIBERTÉ

Constitue une nuisance le fait de nourrir, de garder, ou autrement attirer des pigeons, des mouettes, des canards, des écureuils ou tout autre animal vivant en liberté ou animal errant dans les limites de la municipalité en distribuant de la nourriture ou en laissant de la nourriture ou des déchets du même genre à l'air libre de façon à nuire à la santé, à la sécurité ou au confort d'une ou de plusieurs personnes du voisinage.

Le paragraphe précédent ne s'applique toutefois pas dans les zones agricoles ou dans les zones urbaines lorsque l'immeuble où se regroupent les pigeons, mouettes, canards, écureuils ou autres animaux est situé à plus de trois cents (300) mètres de toute résidence ou commerce.

Il ne s'applique pas non plus aux mangeoires installées pour les passereaux pourvu que leur nombre n'excède pas cinq (5) sur une même propriété.

ARTICLE 29.- ŒUFS ET NIDS D'OISEAUX

Personne ne doit prendre ou détruire les œufs ou nids d'oiseaux dans les parcs ou autres lieux de la municipalité.

ARTICLE 30.- ÉQUITATION

Il est interdit à toute personne de pratiquer l'équitation sur toute place publique et à l'intérieur du périmètre urbain. Toutefois, il sera permis aux clubs et associations sportives ou de loisir, d'organiser des concours ou spectacles sur tout terrain, à la condition d'avoir obtenu au préalable l'autorisation de la Municipalité de Larouche.

ARTICLE 31.- ÉVÉNEMENT

Il est défendu à toute personne d'amener un animal sur une place publique lors d'une fête, d'un événement ou d'un rassemblement populaire. Le présent article ne s'applique pas à un chien guide ou à l'occasion d'une exposition canine.

ARTICLE 32.- BAIGNADE

Il est défendu à toute personne de baigner un animal dans les piscines publiques, étangs publics, bassins ou places publiques, sauf aux endroits spécialement autorisés.

ARTICLE 33.- ORDURES

Constitue une nuisance le fait, pour un animal, de déplacer ou de fouiller les ordures ménagères.

ARTICLE 34.- CHIEN INTERDIT

Il est défendu à toute personne d'amener un chien sur une place publique où une enseigne indique que la présence des chiens est interdite.

Cette disposition ne s'applique pas au gardien non-voyant d'un chien guide.

**ARTICLE 35.- AIRE DE JEUX**

La présence d'un chien dans une aire de jeux constitue une nuisance.  
Cette disposition ne s'applique pas au chien guide.

**ARTICLE 36.- OISEAUX MIGRATEURS**

Il est interdit à tout gardien de laisser ou d'inciter un chien à effrayer les oiseaux migrateurs.

**TITRE IV.1 – ABROGÉ**

**TITRE V – LICENCES POUR CHIENS ET CHATS**

**ARTICLE 37.-** Toute personne qui est gardien d'un chien ou d'un chat dans les limites de la Municipalité doit, chaque année, obtenir une licence pour cet animal auprès de l'autorité compétente, et ce, au coût mentionné au tableau qui suit en fin d'article. Le prix s'applique pour chaque chien et chaque chat et la licence est indivisible et non remboursable. Elle est valide jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, peu importe la date d'achat de la licence.

Toute personne qui devient gardien d'un chien ou d'un chat doit se conformer au présent règlement dans les quinze (15) jours de son acquisition.

Race:	Non-stérilisé	Stérilisé
Chats:	30\$	10\$
Chiens:	40\$	20\$
Chiens de traîneau:	40\$	20\$

Une preuve de stérilisation devra être préalablement fournie à l'autorité compétente par courriel ou tout autre moyen pour pouvoir bénéficier du tarif réduit.

**ARTICLE 38.- NOUVEL ARRIVANT**

Un gardien qui s'établit dans la municipalité doit se conformer à toutes les dispositions du présent chapitre dans les quinze (15) jours de son établissement, et ce, malgré le fait que le chien ou le chat soit muni d'une licence émise par une autre municipalité.

**ARTICLE 39.- EXEMPTIONS**

Sont exemptés de l'application de l'article 37, les propriétaires de chiens guides, les agriculteurs propriétaires ou possesseurs d'une exploitation agricole qui doivent garder un chien sur les terrains de leurs fermes pour exercer un rôle de surveillance et de garde des terrains, des bâtiments et des autres animaux de ferme.

**ARTICLE 40.- EXCEPTIONS**

L'article 37 ne s'applique pas aux exploitants d'animaleries, ni à un refuge animal, ni à un chien gardé dans un chenil, ni aux chiots d'une femelle gardés dans un logement ou dans les dépendances de ce logement avec la mère jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de trois (3) mois.

**ARTICLE 41.- PERSONNE MINEURE**

Lorsqu'une demande de licence pour chien ou chat est faite par une personne mineure, qui doit être âgée d'au moins quatorze (14) ans, le père, la mère, le tuteur ou, le cas échéant, le répondant de cette personne doit consentir à la demande, au moyen d'un écrit produit avec la demande.

#### ARTICLE 42.- RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir une licence pour tout animal, le gardien ou le propriétaire doit fournir les renseignements suivants:

- a. Ses nom, prénom, numéro de téléphone et adresse;
- b. La race, l'âge, la couleur, la provenance, les signes distinctifs et le nom du chien ou du chat;
- c. La date du dernier vaccin contre la rage reçu par l'animal;
- d. La preuve de l'âge de l'animal si requis.

En plus des renseignements prévus à l'alinéa précédent, le gardien ou le propriétaire d'un chien doit fournir les renseignements suivants:

- e. Si le poids du chien est de 20 kg et plus;
- f. S'il y a lieu, le nom des municipalités où le chien a déjà été enregistré ainsi que toute décision à l'égard du chien ou à l'égard de son propriétaire ou de son gardien rendue par une municipalité.

#### ARTICLE 43.- MÉDAILLON ET CERTIFICAT

L'autorité compétente remet à la personne qui demande la licence un médaillon et un certificat indiquant le numéro du médaillon et les renseignements fournis en vertu de l'article 42.

#### ARTICLE 44.- TRANSFÉRABILITÉ

Un médaillon émis pour un chien ou un chat ne peut être porté par un autre chien ou autre chat.

#### ARTICLE 45.- PORT DU MÉDAILLON

Le gardien doit s'assurer que le chien ou le chat porte en tout temps, le médaillon émis correspondant audit chien ou chat.

#### ARTICLE 46.- ALTÉRATION DU MÉDAILLON

Il est défendu à toute personne de modifier, d'altérer ou de retirer le médaillon d'un animal de façon à empêcher son identification.

#### ARTICLE 47.- DUPLICATA

Un duplicata des médaillons et des certificats perdus ou détruits peut être obtenu pour la somme de cinq dollars (5\$).

#### ARTICLE 48.- AVIS

Le gardien d'un animal doit aviser l'autorité compétente, au plus tard sur réception de l'avis de renouvellement de la licence, de la mort, de la disparition de l'animal dont il était le gardien.

#### ARTICLE 49.- REGISTRE

L'autorité compétente tient un registre pour les licences émises à l'égard des chiens et des chats sur le territoire de la municipalité.

### TITRE VI – CHIEN ERRANT ET PRÉSENCE INTERDITE AUX CHIENS

#### ARTICLE 50.- Abrogé.

## ARTICLE 51.- NORMES

Sur le terrain sur lequel est situé le bâtiment occupé par son gardien ou sur tout autre terrain privé où il se trouve avec l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain, tout animal doit être gardé, selon le cas:

1. dans un bâtiment d'où il ne peut sortir;
2. sur un terrain clôturé de tous ses côtés. La clôture doit être d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve;
3. tenu au moyen d'une longe. Cette longe et son attache doivent être d'un matériau suffisamment résistant, compte tenu de la taille de l'animal, pour permettre à son gardien d'avoir une maîtrise constante de l'animal;
4. sur un terrain qui n'est pas clôturé de tous ses côtés, attaché à un poteau métallique ou son équivalent, au moyen d'une chaîne ou d'une corde de fibre métallique ou synthétique. Le poteau, la chaîne ou la corde et l'attache doivent être d'une taille et d'une résistance suffisante pour empêcher l'animal de s'en libérer. La longueur de la chaîne ou de la corde ne doit pas permettre à l'animal de s'approcher à moins de 2 mètres d'une limite du terrain qui n'est pas séparée du terrain adjacent par une clôture d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve.

Aux fins de l'application de la présente disposition, lorsqu'un animal est gardé conformément aux prescriptions du paragraphe 2, la clôture doit être dégagée de toute accumulation de neige ou autre élément de manière à ce que les hauteurs prescrites soient respectées.

## ARTICLE 52.- ZONES INTERDITES AUX CHIENS

Il est défendu à tout gardien d'un chien de circuler avec son ou ses chiens aux endroits ci-après décrits, que ces chiens soient tenus en laisse ou non:

- Le terrain de soccer;
- La patinoire;
- Les parcs de jeux pour enfants;
- Tous les parcs sauf d'éventuels parcs à chiens;
- Le parc intergénérationnel.

Cette disposition ne s'applique pas au gardien non voyant d'un chien guide.

## ARTICLE 53.- CAPTURE ET MISE EN FOURRIÈRE

Tout policier municipal ainsi que tout préposé de la fourrière, sur constatation qu'un animal erre dans les rues, sur les places publiques ainsi que sur les terrains privés, contrairement aux dispositions du présent règlement, peut confisquer cet animal et le mettre en fourrière.

La fourrière avisera immédiatement le gardien de tel animal s'il est licencié ou micropucé, à l'effet que, à l'expiration de sept (7) jours ouvrables suivant la date d'expédition de cet avis, ledit animal sera placé en adoption, euthanasié ou vendu auquel cas le produit de telle vente appartiendra à la fourrière.

Dans l'éventualité où le gardien de tel animal n'est pas connu, la fourrière doit garder en sa possession ledit animal pour une durée de sept (7) jours ouvrables suivant la date de prise en charge de l'animal sans quoi ledit animal sera placé en adoption, euthanasié ou vendu, auquel cas le produit de telle vente appartiendra à la fourrière si l'animal n'est pas réclamé dans le susdit délai.

Tout gardien d'un animal mis en fourrière peut reprendre possession de cet animal s'il paie à la fourrière, avant que ledit chien ne soit abattu ou adopté, les sommes prévues à l'article 72 a) du présent règlement pour couvrir les frais encourus par telle mise en fourrière sans préjudice cependant à tout constat qui pourrait lui être signifié pour infraction à ce règlement ou à tout autre règlement de la Municipalité.

Malgré toute autre disposition du présent règlement, tout policier municipal ou l'autorité compétente

peut abattre ou capturer et mettre en fourrière, un chien errant non muselé et jugé dangereux par la municipalité.

#### **ARTICLE 53.1.- MISE EN FOURRIÈRE EN CAS DE FORCE MAJEUR**

Les autorités compétentes peuvent prendre en charge l'animal ou les animaux d'un citoyen lorsque celui-ci est dans l'une des situations suivantes:

- Victime d'un incendie;
- Victime d'un accident de la route;
- Est incarcéré;
- Victime de tout autre cas de forces majeures.

Pour toutes ces situations, la fourrière avisera, si possible, le gardien de tel animal, à l'effet que, à l'expiration de quinze (15) jours ouvrables suivant la date de l'admission en fourrière de l'animal ou des animaux, ledit ou lesdits animaux seront placés en adoption, euthanasiés ou vendus auquel cas le produit de telle vente appartiendra à la fourrière. Le délai de quinze (15) jours ouvrables reste le même que le gardien de l'animal ou des animaux soit connu ou non.

### **TITRE VII – CHIEN DE GARDE OU DE PROTECTION**

**ARTICLE 54.-** Sur le terrain sur lequel est situé le bâtiment occupé par son gardien ou sur tout autre terrain privé où il se trouve avec l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain, tout chien de garde ou de protection doit être gardé, selon une des possibilités suivantes:

1. dans un bâtiment d'où il ne peut sortir;
2. dans un parc à chien constitué d'un enclos, fermé à clef ou cadencé, d'une superficie minimale de 4 mètres carrés par chien et d'une hauteur minimale de 2 mètres, finie dans le haut, vers l'intérieur, en forme de Y d'au moins 60 centimètres et enfouie d'au moins 30 centimètres dans le sol. Cette clôture doit être de treillis galvanisé ou son équivalent et fabriquée de mailles suffisamment serrées pour empêcher toute personne de se passer la main au travers. Le fond de l'enclos doit être de broche ou de tout autre matériau propre à empêcher le chien de creuser;
3. tenu au moyen d'une laisse d'au plus 3 mètres. Cette laisse et son attache doivent être d'un matériau suffisamment résistant, compte tenu de la taille du chien, pour permettre à son gardien d'avoir une maîtrise constante de l'animal.

Aux fins de l'application de la présente disposition, lorsqu'un chien est gardé conformément aux prescriptions du paragraphe 2, la clôture doit être dégagée de toute accumulation de neige ou d'un autre élément de manière à ce que les dimensions prescrites pour l'enclos soient respectées en tout temps.

### **TITRE VIII – CHIENS POTENTIELLEMENT DANGEREUX**

Le présent titre est complémentaire au Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q. c. P . 38.002, r. 1).

#### **ARTICLE 55.- FONCTIONNAIRE DÉSIGNÉ**

Un officier du soutien opérationnel du service de police de la Ville de Saguenay ou l'inspecteur municipal de la municipalité de Larouche est responsable de l'exercice des pouvoirs prévus à la section III du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q. c. P-38.002, r. 1).

#### **ARTICLE 56.- SAISIE**

Outre les cas prévus à l'article 29 du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la

protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q. c. P-38.002, r. 1), lorsqu'un chien tente de mordre ou mord une personne ou un autre animal, et ce, sans provocation, causant ou non des blessures et/ou démontre des signes d'agressivité, en grondant, montrant les crocs, en aboyant férocement ou en agissant de toute autre manière qui indique que l'animal pourrait mordre ou attaquer une personne, tout policier municipal ou l'autorité compétente peut capturer ou saisir ce chien aux frais du propriétaire ou son gardien, et ce, jusqu'au moment où survient l'une ou l'autre des situations visées au deuxième alinéa de l'article 31 du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q. c. P-38.002, r. 1).

La reprise de possession de tout chien saisi ne peut s'effectuer que lorsque tous les frais encourus sont entièrement payés par le gardien ou le propriétaire.

Tout policier municipal ou l'autorité compétente peut prendre tous les moyens requis pour assurer la sécurité des personnes ou des animaux lors de la saisie ou de la mise en fourrière d'un animal.

#### ARTICLE 57.- CONDITIONS DE GARDE TEMPORAIRES

À compter du moment où le propriétaire ou le gardien d'un chien est avisé qu'il doit se présenter à un examen et jusqu'à la décision finale de la municipalité, le propriétaire ou le gardien du chien doit respecter les conditions de garde temporaires suivantes:

1. L'animal doit obligatoirement être gardé, selon le cas:
  - a. Dans un bâtiment d'où il ne peut sortir;
  - b. Sur un terrain clôturé de tous ses côtés. La clôture doit être d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve;
  - c. Tenu au moyen d'une longe. Cette longe et son attache doivent être d'un matériau suffisamment résistant compte tenu de la taille de l'animal, pour permettre à son gardien d'avoir une maîtrise constante de l'animal;
  - d. Sur un terrain qui n'est pas clôturé de tous ses côtés, attaché à un poteau métallique ou son équivalent, au moyen d'une chaîne ou d'une corde de fibre métallique ou synthétique. Le poteau, la chaîne ou la corde et l'attache doivent être d'une taille et d'une résistance suffisante pour empêcher l'animal de s'en libérer. La longueur de la chaîne ou de la corde ne doit pas permettre à l'animal de s'approcher à moins de 2 mètres d'une limite du terrain qui n'est pas séparée du terrain adjacent par une clôture d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve.
2. L'animal doit porter une muselière de type «panier» adaptée à sa morphologie en tout temps lorsque celui-ci se trouve à l'extérieur de l'habitation de son gardien et/ou propriétaire, que ce soit sur son terrain, dans des lieux publics ou à l'intérieur d'une habitation qui n'est pas celle de son gardien, et ce, même en présence de son gardien.
3. Le chien muselé doit être sous surveillance d'un adulte en tout temps.
4. S'il y a lieu, l'autorité compétente peut émettre des conditions de garde temporaires supplémentaires que le propriétaire ou le gardien du chien doit également respecter jusqu'à la décision finale de la municipalité.

#### ARTICLE 57.1- BRIS DES CONDITIONS DE GARDE TEMPORAIRES

Le fait de ne pas respecter les conditions de garde temporaires constitue une infraction au présent règlement.

Dans un tel cas, l'autorité compétente peut saisir le chien aux frais du propriétaire conformément à la procédure prévue à l'article 56 du présent règlement.

#### ARTICLE 58.- LONGE

Conformément à la section IV du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection



des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q.C. P. 38.002, r. 1), tout chien déclaré potentiellement dangereux doit être tenu dans un endroit public au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,25 mètre, et ce, malgré l'article 10 du présent règlement.

#### ARTICLE 59.- AFFICHE — CHIEN POTENTIELLEMENT DANGEREUX

Le propriétaire ou le gardien d'un chien déclaré potentiellement dangereux doit, conformément à l'article 24 du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q.C. P. 38.002, r. 1), placer, sur son terrain, l'affiche prévue par la municipalité à l'annexe 1 du présent règlement, en couleur, et aux dimensions suivantes: 45,72 cm de haut par 30,48 cm de large, équivalent à 18 pouces de haut par 12 pouces de large.

L'affiche doit être visible en tout temps et à toutes saisons, et doit être à l'épreuve des intempéries. Une affiche non conforme constitue une infraction au présent règlement.

#### ARTICLE 60.- ORDONNANCE PAR LA MUNICIPALITÉ

Outre les infractions pénales prévues, le non-respect d'une ordonnance imposée au propriétaire ou gardien d'un chien déclaré potentiellement dangereux en vertu du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q.C. P. 38.002, r. 1), entraînera automatiquement la saisie du chien par l'autorité compétente.

Suite à cette saisie, le fonctionnaire désigné prendra une décision à l'égard du chien. Cette décision pourrait inclure l'euthanasie afin de protéger les citoyens contre tout risque d'agression.

#### ARTICLE 61.- ABROGÉ.

### TITRE IX – PARCS CANINS

#### ARTICLE 62.- APPLICATION

Les articles du présent chapitre ne s'appliquent qu'aux parcs canins aménagés par la Municipalité et identifiés comme tels, et à leur usage.

#### ARTICLE 63.- EXCEPTION

Les articles 18 et 50 du présent règlement ne s'appliquent pas à un chien se trouvant à l'intérieur d'un parc canin.

#### ARTICLE 64.- UTILISATION DU PARC

Les parcs canins sont ouverts et accessibles tous les jours de 8 heures à 22 heures.

La Municipalité de Larouche ne peut être tenue responsable des accidents, des morsures, des blessures ou autres dommages qui pourraient résulter de la fréquentation d'un parc canin, lequel ne fait l'objet d'aucune surveillance.

#### ARTICLE 65.- ADMISSION

Pour être admis à un parc canin, un chien:

1. doit être âgé d'au moins quatre (4) mois;
2. doit être en tout temps accompagné par son gardien;
3. doit être titulaire d'une licence émise en vertu de l'article 36 et porteur du médaillon prévu aux articles 43 et 45;

4. ne doit pas porter de laisse ou autre équipement pouvant nuire à la sécurité des personnes ou des autres chiens;
5. doit avoir reçu les vaccins contre la rage et la toux du chenil.

#### ARTICLE 66.- RESPONSABILITÉ DU GARDIEN

Le gardien d'un chien doit:

1. être âgé d'au moins seize (16) ans;
2. avoir au plus deux (2) chiens dont il est gardien, à l'intérieur du parc canin;
3. s'abstenir d'amener son animal dans le parc canin si celui-ci montre des signes d'agressivité;
4. veiller à ce que les deux portes du portique d'entrée des visiteurs ne soient jamais toutes deux ouvertes en même temps;
5. demeurer dans le parc canin tant que son chien s'y trouve;
6. assurer la surveillance de son chien en tout temps;
7. toujours être en mesure de maîtriser rapidement son chien en cas de besoin;
8. toujours avoir une laisse en main afin de contrôler temporairement son chien en cas de besoin;
9. éviter en tout temps de laisser son chien avoir des comportements susceptibles de nuire aux autres usagers et à leurs chiens, tels jappements excessifs, bris de matériel, trous dans le sol et comportements agressifs;
10. ramasser sans délai les excréments de son chien, les placer dans un sac et les jeter de manière hygiénique dans les poubelles prévues à cet effet;
11. s'abstenir de lancer tout objet dans le but de faire courir ou jouer les chiens;
12. s'abstenir de nourrir son chien ou de lui donner des friandises;
13. éteindre et jeter son mégot aux endroits prévus à cette fin: aucun mégot ne sera toléré à l'intérieur du parc canin».

#### ARTICLE 67.- INTERDICTIONS

Sont interdits à l'intérieur du parc canin:

1. les chiens dressés pour l'attaque et la protection ou ayant démontré de l'agressivité dangereuse;
2. les chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité;
3. les chiennes en chaleur et les chiens atteints de maladies contagieuses ou parasitaires;
4. les enfants âgés de moins de douze (12) ans;
5. les enfants âgés de douze (12) à seize (16) ans, à moins qu'ils soient accompagnés d'un parent ou d'un adulte responsable;
6. toute personne qui n'est pas gardien d'un chien et dont la présence n'est pas en lien direct avec la vocation du parc;
7. les objets présentant un risque pour la sécurité des personnes et des chiens ou susceptibles d'endommager les installations du parc canin tels que vélos, poussettes, patins à roues alignées, planche à roulettes, cyclomoteur et véhicule terrestre motorisé ou non à l'exception de ceux dont l'usage est nécessaire en raison d'une limitation physique tels que les quadriporteurs et les fauteuils roulants;
8. les contenants de verre;
9. toute nourriture ou boisson;
10. tout autre animal qu'un chien ;
11. tout jouet destiné ou non à l'amusement des chiens.

### TITRE X – SANCTIONS

ARTICLE 68.- Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est

passible, en outre des frais, d'une amende de 100\$ à 300\$, s'il s'agit d'une première infraction, et d'une amende de 300\$ à 600\$ pour toute récidive.

ARTICLE 68.1.- Toute infraction ou contravention à l'un des articles 71.1 ou 71.2 du présent règlement rend le délinquant passible d'une amende de 200\$ et les frais.

ARTICLE 68.2.- Sous réserve des dispositions pénales prévues au Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q. c. P-38.002, r. 1), toute infraction ou contravention à l'un des articles du titre IX du présent règlement rend le contrevenant passible, en outre des frais, d'une amende de 250\$ à 500\$, s'il s'agit d'une première infraction, et d'une amende de 500\$ à 1 000\$ pour toute récidive.

## **TITRE XI – APPLICATION**

ARTICLE 69.- Tout policier du Service de police est autorisé à délivrer un constat d'infraction pour toute contravention au présent règlement.

ARTICLE 70.- Toute personne ou préposé de l'autorité compétente est autorisé à délivrer un constat d'infraction pour toute infraction relative au présent règlement.

ARTICLE 71.- L'autorité compétente est autorisée à visiter et à examiner toute propriété, ainsi que l'intérieur et l'extérieur des immeubles, à toute heure raisonnable, tous les jours, pour assurer le respect du présent règlement.

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant de l'immeuble doit recevoir et laisser pénétrer le personnel chargé de l'application du présent règlement.

Toute personne qui fait obstruction à cette visite ou empêche, de quelque façon que ce soit, le personnel chargé de l'application du présent règlement de remplir sa tâche commet une infraction.

ARTICLE 71.1.- **RÉSISTANCE À UN FONCTIONNAIRE MUNICIPAL OU UN REPRÉSENTANT DU MANDATAIRE OU DE LA FOURRIÈRE OU DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE**

Il est défendu de résister, d'entraver, de gêner, de ridiculiser, de retarder ou de molester de quelque façon que ce soit, un fonctionnaire municipal ou un représentant du mandataire ou de la fourrière ou de l'autorité compétente dans l'exécution de ses fonctions de même que d'aider, d'encourager ou d'inciter toute autre personne à poser ces gestes.

ARTICLE 71.2.- **INSULTE À LA POLICE OU À UN FONCTIONNAIRE MUNICIPAL OU UN REPRÉSENTANT DU MANDATAIRE OU DE LA FOURRIÈRE OU DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE**

Il est défendu d'injurier tout fonctionnaire municipal ou représentant du mandataire ou de la fourrière ou de l'autorité compétente dans l'exécution de son devoir ou de tenir à son endroit des propos ou des gestes blessants, diffamatoires, blasphématoires ou grossiers ou encore d'encourager ou d'inciter toute personne à tenir à son endroit de tels propos ou gestes.

## **TITRE XII – FRAIS**

ARTICLE 72.-

a) L'hébergement inclut la nourriture.

- Chat/chaton: 6\$/nuit  
 Chien licencié: 0 à 20 lb: 10\$/nuit  
 21 à 50 lb: 12\$/nuit  
 51 lb et plus: 15\$/nuit
- b) Admission des animaux au refuge: remise par le propriétaire pour fins d'adoption  
 Chat adulte 4 mois et plus: 10\$  
 Chaton(s): 3\$/chaton  
 Chien licencié: 0\$  
 Chien non licencié coût du médaillon en vigueur: + 10\$ de frais de pénalité  
 Portée de chiots (mère licenciée): 5\$/chiot  
 Portée de chiots (mère non licenciée): 8\$/chiot  
 Autres animaux domestiques: 5\$
- c) Euthanasie  
 Chat: 25\$  
 Chien 0 à 20 lb: 20\$  
 21 à 40 lb: 30\$  
 41 à 70 lb: 40\$  
 71 lb et plus: 50\$
- d) admission des animaux morts au refuge  
 chat/chaton: 10\$  
 chien/chiot 0 à 20 lb: 15\$  
 21 à 40 lb: 20\$  
 41 à 70 lb: 25\$  
 71 à 90 lb: 30\$  
 91 à 120 lb: 35\$  
 121 lb et plus: 40\$

frais supplémentaire pour chien non licencié: 20\$

- e) service de cueillette à domicile pour toute demande de propriétaire d'animal: 50\$

Ce montant s'ajoute aux coûts des divers services.

- f) Location de cage trappe

- g) Location de cage pour faune urbaine (marmottes, moufettes, écureuils, chat\*). Si le client vient louer lui-même la cage à l'autorité compétente et qu'après avoir fait une capture, il relocalise lui-même l'animal en forêt et qu'il rapporte la cage à l'autorité compétente :

10\$/3 jours

5\$/jour supplémentaire

\*les chats ne doivent pas être relocalisés en forêts. Ils doivent être rapportés à l'autorité compétente pour une période de garde de 3 jours.

- h) L'installation de la cage trappe par l'autorité compétente à la demande d'une personne pour la capture de la faune urbaine tel que défini au paragraphe i.

Installation de la cage à domicile: 50\$

Location de la cage: 10\$/3 jours

Relocalisation de l'animal en forêt: 50\$

- i) Cage trappe appartenant au client: relocalisation de l'animal

Marmottes et écureuils: 50\$

Moufettes: 100\$

ARTICLE 73.- Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi, sauf le Titre V, articles 37 à 49 et le TITRE XII, article 72 qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Réjean Bédard  
maire

Martin Gagné,  
directeur général et secrétaire-trésorier

## **ENTENTE AVEC LA SPCA SAGUENAY**

### **Résolution 21-05-125**

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de Larouche a adopté un nouveau règlement concernant les animaux sur le territoire municipal ;

**CONSIDÉRANT QUE** la section Jonquière de la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux a proposé une entente de service avec la municipalité de Larouche ;

**DEVANT CES MOTIFS**, il est proposé par madame Danie Ouellet, appuyée de monsieur Pascal Tremblay, et résolu à la majorité des membres du conseil présents d'entériner l'entente entre la municipalité de Larouche et la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux et d'autoriser messieurs Réjean Bédard et Martin Gagné, respectivement maire et directeur général, à signer pour et au nom de la municipalité de Larouche tout document se rapportant à la présente.

Sur cette résolution, messieurs Guy Lavoie et Denis Lalonde enregistrent leur dissidence.

## **ENTENTE ENTRE LA SOCIÉTÉ POUR LA PRÉVENTION DE LA CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX SAGUENAY ET LA MUNICIPALITÉ LAROUCHE**

### **IDENTIFICATION DES PARTIES:**

MUNICIPALITÉ DE LAROUCHE	S.P.C.A. SAGUENAY
Municipalité Larouche 610 rue Lévesque, bureau 205 Larouche G0W 1Z0 418 695-2201	S.P.C.A. Saguenay 2359, rue Cantin Jonquière G7X 8S7 418-695-5055

### **DESCRIPTION DES SERVICES**

La SPCA Saguenay est un refuge qui priorise la mise en adoption et ne pratique l'euthanasie que pour les animaux non traitables ou qui sont jugés trop dangereux pour être mis en adoption. Les animaux seront donc gardés au refuge pendant le temps nécessaire, avec de la nourriture de haute qualité et dans un environnement sain, propre et enrichissant qui prend en compte leurs besoins de stimulation et d'exercice. Les chiens sortiront pour une promenade au minimum trois fois par jour et les chats disposent de périodes de «récréation» intérieure à chaque jour. Chiens et chats bénéficieront de jeux, caresses, soins et amour durant toute la durée de leur séjour, prodigués par nos employés et/ou bénévoles. En devenant le gardien légal de l'animal, la SPCA Saguenay s'engage à:

- Faire examiner l'animal par un vétérinaire et lui prodiguer les soins nécessaires.
- Faire une évaluation comportementale.

- Répondre aux besoins physiques et émotionnels de l'animal.
- Stériliser l'animal avant son départ.
- Faire adopter l'animal dans une famille qui répond à ses besoins selon nos modalités d'adoption.

Les euthanasies sont effectuées selon les normes de pratique de refuge de l'OMVQ et par injection de barbiturique et les corps sont disposés par incinération conformément aux meilleures pratiques préconisées dans le milieu. La SPCA Saguenay dispose du permis de lieu de garde du MAPAQ.

## **ANIMAUX**

- Cueillette de chiens et chats errants déjà attrapé par un citoyen;
- Prise en charge pour adoption des chiens et des chats amenés par les citoyens;
- Hébergement des animaux errants pendant une période de garde de 3 jours ouvrables.
- Hébergement des animaux pris en charge en cas de force majeure (arrestation, victime d'incendie, accident de la route ou autre) pendant une période de 15 jours;
- Après la période de garde réglementaires, et si l'animal n'a pas été réclamé, la SPCA Saguenay devient le gardien légal de l'animal.

## **ENREGISTREMENTS**

La SPCA Saguenay prend la charge complète des enregistrements des chats et des chiens, incluant la facturation, la distribution, et en garde la recette complète. Elle fournit également les outils suivants à la population pour faciliter le paiement de l'enregistrement obligatoire:

- Envoi de facturation postale annuelle.
- Achat au refuge, par téléphone ou via notre site internet au [www.spcasaguenay.com](http://www.spcasaguenay.com).
- Porte à porte pour le recensement des animaux.
- Possibilité de paiement comptant, par chèque, par carte de crédit ou de débit.
- La municipalité placera une annonce 2 fois par an dans les journaux locaux ou le bulletin des citoyens pour rappeler aux citoyens l'obligation d'enregistrer leurs animaux.

Tous les chats et les chiens de la municipalité de Larouche devront être identifiés, soit par le médaillon remis à l'enregistrement ou par l'implantation d'une micropuce.

## **APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION**

- Application du modèle de réglementation de la ville de Saguenay. Toutes modifications aux règlements devront être approuvées par la SPCA Saguenay;
- Retour d'appel et conseil, aide ou redirection à tout citoyen avec question concernant les animaux.
- Service de consultation gratuite pour la mise en place d'un règlement municipal efficace et éthique, conforme aux nouveaux standards en matière de bien-être animal.
- Service d'évaluation de la dangerosité chez les chiens ayant démontré un comportement agressif aux frais du gardien. Comprend la récolte d'information et des témoignages, l'évaluation de l'animal par une équipe composée d'une vétérinaire, une technicienne en santé animale et une intervenante en comportement canin, la remise d'un rapport de l'évaluation ainsi que les recommandations du vétérinaire.

## **AUTRES SERVICES RELATIFS AUX ANIMAUX**

- Récupération et disposition des carcasses d'animaux domestiques ou petits mammifères sur les lieux publiques, exception faite des routes provinciales;
- Location de cage-trappe pour petits animaux comme les chats, écureuils, moufettes et marmottes;
- Récupération et disposition des animaux des citoyens décédés, apportés par le client;

## **MODALITÉS**

1. Il est convenu que la municipalité de Larouche retienne les services de la S.P.C.A Saguenay pour appliquer le règlement numéro 2021-403 portant sur les animaux pour le

- territoire de Larouche pour un montant annuel de 2\$ par habitant, taxes incluses, et ce pour l'année 2021, et que cette somme soit payable pendant le premier mois de l'entente;
2. Il est convenu que le nombre maximal de chats féraux pris en charge est de 50 par année. Des frais supplémentaires par animal seront chargés à la municipalité à partir du 51<sup>e</sup> chat;
  3. Il est convenu que la SPCA Saguenay pourra charger à la municipalité tout frais de service non-payé par le gardien;
  4. Il est convenu que la SPCA Saguenay s'engage à maintenir toutes les installations, système téléphonique et heures d'ouverture nécessaire au respect des responsabilités qui lui incombent;
  5. Il est convenu que la SPCA Saguenay s'engage à maintenir un service d'urgence 24 hr sur 24 et s'engage à fournir toutes les coordonnées requises pour être rejoint en tout temps par le service de police.
  6. Il est convenu que la SPCA Saguenay fournira un bilan annuel des services offert à la municipalité ;
  7. Il est convenu que l'ensemble des appels de service liés aux animaux seront redirigés vers la SPCA Saguenay ;
  8. Il est convenu que les appels d'urgence lors de la fermeture des locaux (soir et nuit) seront redirigés vers le service des travaux public afin que ceux-ci communiquent directement avec le patrouilleur.
  9. Il est convenu que des modifications à la réglementation devront être apportées.
  10. Il est convenu que la municipalité de Larouche ainsi que la SPCA Saguenay feront une rencontre annuelle pour l'amélioration des services.

## FRAIS

1. Il est convenu que le revenu de licence pour les chiens et les chats seront remis à la SPCA Saguenay, et le coût des licences annuels seront de:

	NON-STÉRILISÉ	STÉRILISÉ
Chiens	35\$	25\$
Chats	20\$	10\$
Chiens de traîneau	25\$	25\$

Pour les chiens de traîneaux, le montant maximal à verser est de 250\$ par propriétaire ou gardien.

2. Il est convenu que des frais d'administration de leur animal trouvé errant au coût de 50\$. Des frais supplémentaires de 30\$ s'ajoutent pour un animal qui a été récupéré par un patrouilleur en dehors d'heures d'ouverture.
3. Il est convenu que des frais d'hébergement seront chargés aux citoyens venant récupérer un animal.
4. Il est convenu que les frais par nuit d'hébergement seront:
  - a. Chat: 10\$
  - b. Chien 0-20 lb: 15\$
  - c. Chien 21-50 lb: 17\$
  - d. Chien 51 lbs et plus: 20\$
5. Il est convenu que les frais d'admissions des animaux pour mise en adoption seront:
  - a. Chaton: 5\$
  - b. Chat adulte: 20\$
  - c. Chiot: 5\$

d. Chien adulte: 20\$  
e. Petits animaux domestiques (Lapins, cochon d'inde, rongeurs, oiseaux): 10\$  
Les frais de licences seront chargés en supplément pour les chats et les chiens qui n'ont pas été enregistrés dans l'année en cours.

6. Il est convenu que des frais de 20\$ par chat féral pris en charge en supplément au nombre convenu à la présente entente seront chargés à la municipalité.
7. Il est convenu que les frais de disposition des animaux décédés seront de 1,20\$ / lb. Les frais pour les animaux dont le propriétaire est inconnu seront chargés à la municipalité.
8. Il est convenu que les frais de location d'une cage seront de 10\$ / 3 jours.
9. Il est convenu que les frais d'évaluation de la dangerosité et remise du rapport seront de 350\$.

### **CONSENTEMENT DES PARTIES**

Les parties déclarent avoir pris connaissance de la présente entente et s'engagent à respecter l'intégralité des dispositions qui y sont incluses.

Signé à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Martin Gagné  
Directeur général  
Municipalité de Larouche

\_\_\_\_\_  
Claudia Côté  
Directrice générale  
SPCA Saguenay

\_\_\_\_\_  
Réjean Bédard  
Maire  
Municipalité de Larouche

\_\_\_\_\_  
Valérie Lapointe  
Présidente  
SPCA Saguenay

### **FIN DE LA RÉUNION**

À 19h50 madame Danie Ouellet propose la levée de l'assemblée.

Réjean Bédard  
Maire

Amélie Pageau  
Directrice générale adjointe et  
secrétaire-trésorière adjointe